

Résultats des exploitations

2015

évolution des résultats

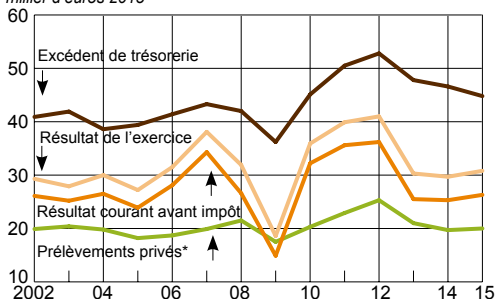
Le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié des « moyennes et grandes » exploitations agricoles s'élève à 26 300 € en 2015. Depuis 2013, le niveau est proche du résultat moyen de la période 2002-2006, période précédant des fluctuations plus marquées sur fond d'instabilité des prix. Les variations restent toutefois contrastées selon les orientations. Le RCAI des élevages bovins lait se replie en 2015 dans un contexte de baisse du prix du lait tandis qu'en 2015, on assiste à une reprise dans les évolutions cycliques des résultats des élevages porcins. Les résultats augmentent en maraîchage et progressent légèrement en viticulture et céréales.

Tandis qu'elle tendait à se contracter depuis 2012, la dispersion des résultats toutes orientations confondues se stabilise en 2015. L'écart entre le quart d'exploitations ayant les RCAI par actif non salarié les plus bas et le quart d'exploitations ayant les plus hauts niveaux est de 28 500 € en 2015. Il était de 23 600 € en 2002.

Le niveau des prélèvements privés après déduction des cotisations sociales de l'exploitant est plus stable que l'excédent brut d'exploitation, le RCAI ou que le résultat de l'exercice (supérieur au RCAI du fait des plus-values sur cession d'actifs) et reste au même niveau qu'en 2014. En revanche, l'excédent de trésorerie continue de baisser.

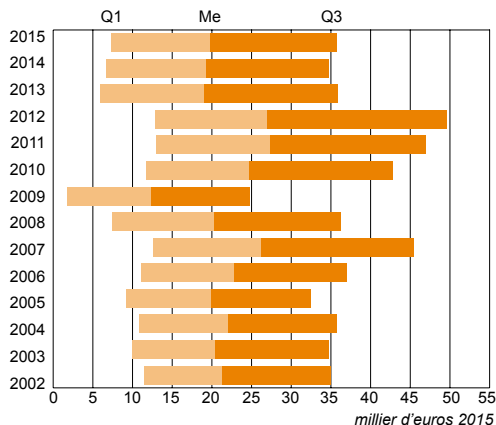
Indicateurs d'évolution de la situation économique par actif non salarié

millier d'euros 2015



*Net des apports et des cotisations sociales de l'exploitant.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS », « indicateurs cités ». Source : Agreste - Rica

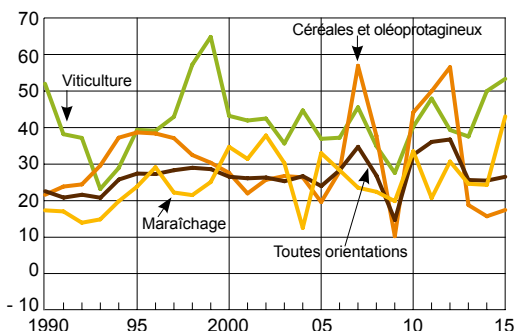
Dispersion du résultat courant avant impôt par actif non salarié entre 2002 et 2015



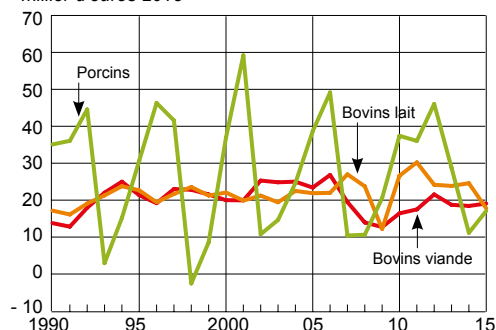
Lecture : en 2015, un quart des exploitations avait un RCAI par actif non salarié inférieur à 7 300 € (Q1), la moitié à 19 700 €, et trois quart à 35 800 €. Ces valeurs, exprimées en € 2015, étaient de 11 400 € (Q1), 21 200 € (Me) et 35 000 € en 2002.
Champ : France métropolitaine, « exploitations moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

RCAI par actif non salarié par orientation entre 1990 et 2015

millier d'euros 2015



millier d'euros 2015



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ». Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2015

dispersion des résultats

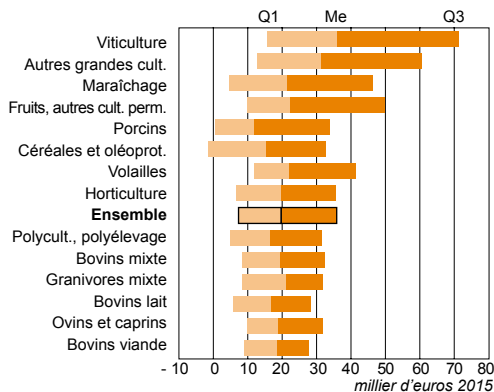
En 2015, le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié (Utans) médian est de 19 700 €. Tandis qu'un quart des exploitations a un RCAI par actif non salarié supérieur à 35 800 €, un quart dégage moins de 7 300 €.

Les disparités de résultats sont importantes au sein d'une orientation productive donnée. En 2015, elles restent marquées en viticulture et s'accroissent considérablement en maraîchage et horticulture. Alors que 25 % des exploitations maraîchères dégagent un RCAI par actif non salarié inférieur à 4 500 €, les 25 % avec les plus hauts résultats dégagent plus de 44 700 €, soit un rapport de 1 à 10. Les résultats des éleveurs de bovins viande demeurent les moins dispersés, avec un rapport de 1 à 3 entre le quart d'exploitations au RCAI par actif non salarié le plus faible et le quart au RCAI par actif non salarié le plus élevé. Les différences de taille entre exploitations peuvent en partie expliquer ces disparités, le RCAI par actif non salarié étant en moyenne plus élevé pour les plus grandes exploitations.

Au-delà de différences entre régions, les disparités de résultats sont aussi conséquentes au sein d'une même région, du fait des différences de productions et de taille des exploitations selon les territoires. Dans la région Grand Est, par exemple, un écart de 45 800 € est observé en 2015 entre le quart d'exploitations ayant les RCAI par actif non salarié les plus bas et le quart d'exploitations ayant les plus hauts niveaux.

Dispersion du résultat courant avant impôt par actif non salarié en 2015

• Selon les orientations



Note : les orientations sont classées par dispersion décroissante 2015 (mesurée par l'intervalle interquartile Q3-Q1).

• Selon les régions

	Résultat courant avant impôt			
	Moyenne	Médiane	Q1	Q3
	<i>millier d'euros par actif non salarié</i>			
Île-de-France	37,3	20,5	6,7	41,8
Centre-Val de Loire	25,9	20,7	6,0	39,1
Bourgogne-Franche-Comté	29,9	22,3	6,5	36,7
Normandie	23,4	21,7	7,3	32,8
Hauts-de-France	30,4	22,4	8,8	43,4
Grand Est	38,4	30,1	12,3	58,1
Pays de la Loire	24,8	20,9	8,8	35,4
Bretagne	22,5	18,5	5,0	32,1
Nouvelle-Aquitaine	27,8	18,2	6,7	34,5
Occitanie	17,9	15,8	5,5	28,4
Auvergne-Rhône-Alpes	19,3	15,9	7,0	27,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37,5	27,8	11,2	44,6
Corse	23,8	24,9	-3,5	35,5
France métropolitaine	26,3	19,7	7,3	35,8

Lecture : en 2015, 25 % des exploitations de la région Hauts-de-France ont dégagé un RCAI par Utans inférieur à 8 800 €, et 25 % ont dégagé un RCAI par Utans supérieur à 43 400 €.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Source : Agreste – Rica

RCAI par actif non salarié en 2015 : orientation et taille économique

	Dimension économique des exploitations ⁽¹⁾							
	Moyennes		Grandes ⁽²⁾		Très grandes		Ensemble moy.et grandes	
	Production	RCAI	Production	RCAI	Production	RCAI	Production	RCAI
	<i>Par actif non salarié, moyenne par exploitation en millier d'euros</i>							
Grandes cultures	78,7	12,3	158,7	25,0	300,9	59,2	144,3	24,4
Maraîchage et horticulture	88,9	15,4	237,4	43,7	418,8	61,2	229,2	37,2
Viticulture	82,1	21,9	161,4	44,6	349,3	91,6	200,2	53,4
Fruits et autres cultures permanentes	80,1	22,0	163,9	29,8	359,0	62,1	164,7	32,7
Bovins lait	72,7	13,8	116,1	17,8	164,4	21,1	117,8	17,7
Bovins viande	54,6	17,2	98,9	23,5	113,1	31,4	66,6	19,1
Bovins mixte	53,8	16,1	108,8	19,8	155,4	25,4	115,0	21,0
Ovins, caprins et autres herbivores	58,1	18,8	82,0	24,3	154,8	34,6	73,1	21,6
Porcins, volailles	90,8	17,6	149,6	18,5	315,8	27,1	256,2	24,2
Polyculture, polyélevage, autres	63,1	12,9	133,3	19,3	198,1	27,1	136,6	20,3
Ensemble	69,7	16,0	135,9	24,5	268,3	44,3	144,8	26,3

(1) Dimension économique définie par la PBS. Voir glossaire « PBS ». (2) Hors très grandes exploitations.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2015

subventions d'exploitation

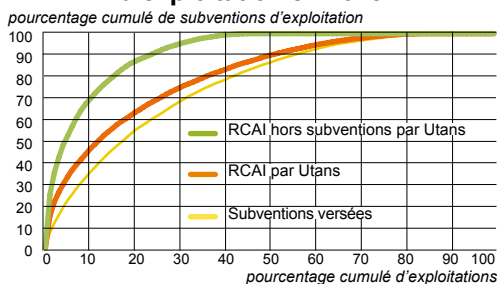
Le droit à paiement unique à l'hectare (DPU) qui existait jusqu'en 2014 est remplacé en 2015 par un droit à paiement de base (DPB), un paiement vert, un paiement redistributif ainsi qu'un paiement additionnel aux jeunes agriculteurs.

En 2015, 91 % des exploitations moyennes et grandes perçoivent des subventions d'exploitation, 35 000 € en moyenne, soit 24 400 € par actif non salarié (Utans). Comme en 2014, 18 % des exploitations perçoivent 50 % des aides. La répartition des subventions permet toutefois de réduire les écarts de RCAI par Utans entre exploitations.

En 2015, les subventions d'exploitation représentent en moyenne 13 % des produits courants, 40 % de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et 80 % du résultat courant avant impôt (RCAI). Sans subvention, 62 % des exploitations auraient eu un RCAI négatif en 2015, contre 15 % après prise en compte des subventions. Certains élevages sont particulièrement dépendants des aides : 85 % des élevages de bovins viande et 76 % des élevages d'ovins auraient eu des résultats négatifs en l'absence de subventions.

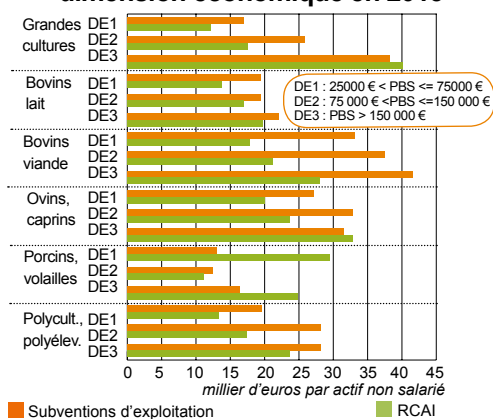
Dans l'ensemble, le niveau d'aides augmente avec la taille économique des exploitations. Cet effet est particulièrement marqué pour les exploitations de grandes cultures : les petites exploitations ont perçu en moyenne 17 000 € d'aides par actif non salarié, contre 48 200 € pour les plus grandes dont le RCAI par Utans moyen baisse par rapport à 2014 pour atteindre 40 100 €.

Répartition des subventions d'exploitation en 2015



Lecture : 50 % des subventions se concentrent sur 17 % des exploitations.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Résultat, subventions d'exploitation et dimension économique en 2015



Note : les orientations sélectionnées ont perçu plus de 90 % du total des subventions. Les subventions d'exploitation sont incluses dans le RCAI.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS », « RCAI ».
Source : Agreste - Rica

Subventions d'exploitation en 2015

	Exploit. avec subventions d'exploitation	Montant moyen ⁽¹⁾ de subventions	Exploit. ayant un RCAI hors subvent. négatif	Exploit. ayant un RCAI négatif	Montant moyen des paiements de base ⁽²⁾	Valeur moy. ⁽¹⁾ des DPB ⁽²⁾ par ha
	%	euro	%	%	euro	euro/ha
Céréales et oléoprot.	99	36 610	71	26	30 532	244
Autres grandes cultures	98	41 746	44	10	34 942	286
Maraîchage	64	15 740	54	14	4 792	206
Horticulture	48	10 052	60	9	4 983	170
Viticulture	64	10 193	45	11	6 715	233
Fruits, aut. cultures perm.	90	22 399	36	9	7 873	215
Bovins lait	100	34 812	59	14	23 704	253
Bovins viande	100	44 913	85	11	20 578	190
Bovins mixte	100	56 086	74	11	32 252	239
Ovins et caprins	99	45 050	76	9	18 769	176
Porcins	96	23 517	54	24	16 020	232
Volailles	84	18 294	39	6	14 924	249
Granivores mixtes	97	40 435	51	10	26 196	258
Polyculture, polyélevage	99	43 878	67	18	30 314	243
Total	91	34 960	62	15	24 317	236

(1) Les moyennes sont calculées pour les exploitations ayant bénéficié de ces aides.

(2) les paiements de base ou DPB sont ici compris au sens large ; ils intègrent les DPB, le paiement vert, le paiement redistributif, ainsi que le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2015

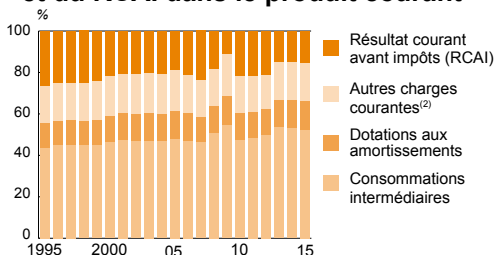
charges

Les charges courantes comprennent les consommations intermédiaires (biens et services consommés par le processus de production), les charges liées à la rémunération des facteurs de production (charges salariales, fermages, charges financières), et l'estimation comptable de la dépréciation de l'actif immobilisé (dotations aux amortissements).

En 2015, les charges courantes des exploitations moyennes et grandes se stabilisent, en moyenne, à 203 400 €, dont 125 600 € de consommations intermédiaires. Elles restent stables par rapport à 2014 malgré une légère baisse de prix de l'énergie et de l'achat en fournitures. La part des charges dans le produit courant, subventions comprises, est de 84 % en moyenne en 2015, contre 85 % en 2014. Les charges représentent 96 % du produit courant hors subventions.

Les éleveurs de porcs ou de volailles ont des dépenses relativement importantes en alimentation animale tandis que l'amortissement des bâtiments, des installations et du matériel pèse davantage pour les éleveurs d'herbivores ou les exploitations de céréales, oléagineux et protéagineux. Les exploitations produisant du vin, des fruits, des légumes ou des fleurs se caractérisent par l'importance des charges salariales. La variabilité du poids des charges dans la production y est aussi plus importante.

Part des postes de charges et du RCAI dans le produit courant⁽¹⁾



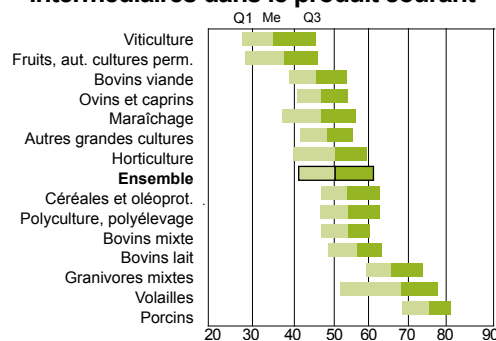
(1) Somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitations, et des produits divers non exceptionnels

(2) Les autres charges courantes regroupent principalement les fermages, les assurances, les charges de personnel salarié, les impôts et taxes et les frais financiers.

Voir glossaire « PBS » et indicateurs cités.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

Dispersion des poids des consommations intermédiaires dans le produit courant



Lecture : le poids des consommations intermédiaires (C) dans le produit courant est inférieur pour un quart des exploitations à 41,9 %, pour la moitié à 51,3 % et pour les trois quarts à 61,4 %

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

Structure des charges courantes en 2015

Orientations	Charges spécifiques		Fournit., emballages et petits matériels	Énergie	Autres CI ⁽³⁾	Personnel salarié	Fermages	Dotations aux amortissements	Aut. charges courantes ⁽⁴⁾	Charges courantes moy. par exploitat.
	Cult. ⁽¹⁾	Animaux ⁽²⁾								
Céréales et oléoprot.	40,9	1,1	1,9	5,9	10,2	2,4	9,7	19,4	8,5	165,8
Autres grandes cultures	37,0	1,5	3,8	5,3	10,9	7,4	9,6	17,2	7,3	266,6
Maraîchage	21,0	0,0	10,1	10,8	18,0	23,5	1,8	10,5	4,1	293,4
Horticulture	29,1	0,2	10,6	7,0	14,0	25,2	1,8	8,2	3,9	261,8
Viticulture	13,8	0,0	12,7	3,1	17,8	20,3	12,0	13,1	7,2	197,1
Fruits, aut. cultures perm.	16,0	0,2	8,6	4,7	18,3	29,0	4,3	12,9	5,9	213,2
Bovins lait	16,6	25,6	6,4	5,4	11,6	2,3	6,1	19,0	7,1	203,9
Bovins viande	13,1	21,0	6,4	6,4	12,5	1,6	8,8	21,4	8,9	107,3
Bovins mixte	15,6	26,3	6,4	5,8	10,6	1,7	7,1	19,4	7,3	233,8
Ovins et caprins	11,0	27,6	5,9	6,2	12,7	3,2	5,2	20,4	7,9	113,9
Porcins	6,8	57,7	4,7	4,0	6,1	4,7	1,9	9,3	4,7	519,3
Volailles	7,2	55,3	4,3	5,1	6,5	2,9	1,8	11,6	5,2	333,9
Granivores mixte	12,4	45,5	4,0	5,1	8,1	1,4	4,3	13,5	5,7	338,1
Polyculture, polyélevage	23,9	17,2	4,8	5,7	11,0	4,5	7,2	18,2	7,6	228,5
Ensemble	21,0	17,4	6,2	5,3	11,9	7,5	7,3	16,4	7,1	203,4

(1) cultures : Engrais, amendements, semences et plants, produits de défense des végétaux, travaux et services pour cultures et irrigation.

(2) animaux : aliments pour animaux, produits vétérinaires, produits reproduction animale, travaux et services pour élevage, honoraires vétérinaires, locations animaux.

(3) Autres consommations intermédiaires : entretien et réparation matériel et bâtiments, personnel extérieur à l'entreprise, services divers et divers frais de gestion.

(4) Autres charges courantes : assurances, impôts et taxes et frais financiers.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire « consommations intermédiaires » ; « dotations aux amortissements ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2015

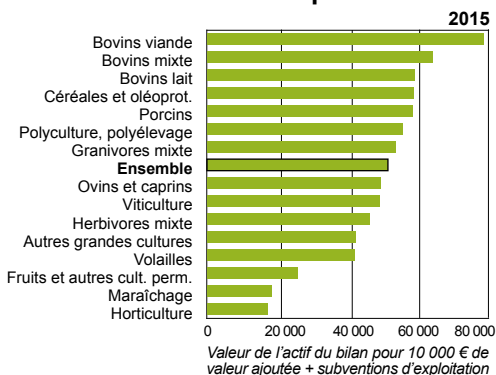
valeur ajoutée et facteurs de production

Pour produire de la richesse, définie ici comme la valeur ajoutée (production moins consommations intermédiaires, fermages déduits) augmentée des subventions d'exploitation, différents facteurs de production sont combinés au sein d'une exploitation agricole : capital et travail, qu'il soit salarié ou non salarié. L'apport de chacun de ces facteurs dans la production d'une exploitation est évalué par son intensité.

L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens matériels et financiers à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Les exploitations spécialisées en élevage, doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter en moyenne davantage de capital que les exploitations spécialisées dans les productions maraîchères, horticolas ou fruitières. À l'inverse, l'intensité en travail (nombre d'unités de travail mobilisées pour produire 10 000 € de richesse) est relativement élevée dans ces dernières.

Avec le quasi-doublement de la taille moyenne des exploitations « moyennes et grandes » en 25 ans, le facteur capital s'est accru plus rapidement que le facteur travail et la productivité apparente du travail a donc augmenté tendanciellement.

Intensité en capital



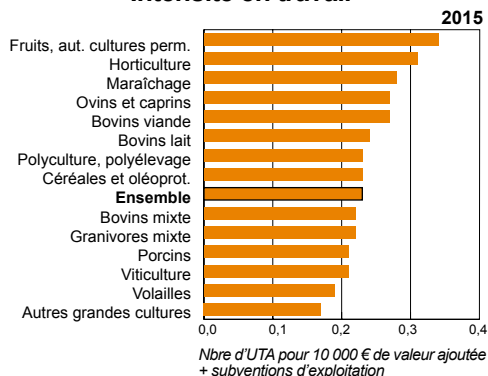
Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée + subventions d'exploitation) en 2015, une exploitation mobilise 51 200 € d'actifs en moyenne.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Intensité en travail



Lecture : pour produire 10 000 € de richesse (valeur ajoutée + subventions d'exploitation) en 2015, une exploitation mobilise 0,23 unité de travail annuel.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyenne et grandes ».

Voir glossaire « UTA », « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Valeur ajoutée, intensité en travail et en capital des exploitations agricoles

En moyenne par exploitation	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Main d'œuvre - salariés et non salariés - Nombre d'UTA	1,73	1,75	1,87	2,00	2,06	2,10
Superficie Agricole Utilisée (SAU) - Nombre d'ha	47,6	59,3	68,0	76,2	83,8	90,2
<i>millier d'euros 2015</i>						
Valeur ajoutée fermages non déduits	63,0	55,3	59,7	55,7	72,9	75,2
Fermages	6,2	7,8	10,6	11,3	12,5	14,8
Subventions d'exploitation	4,3	21,7	25,0	31,0	32,2	30,3
Valeur ajoutée avec subventions d'exploitation et fermages déduits (VA)	61,1	69,1	74,1	75,4	92,6	90,7
Total actif du bilan	280,9	293,6	345,8	354,5	402,7	464,4
Intensité en capital (total actif pour 10 000 € de VA)	46 010	42 477	46 634	47 021	43 476	51 200
Intensité en travail (nombre d'UTA pour 10 000 € de VA)	0,28	0,25	0,25	0,27	0,22	0,23
Total actif / main d'œuvre (millier d'euros par UTA)	162,4	167,8	184,9	177,2	195,5	221,2

Lecture : En 2015, pour produire 10 000 € de richesse (VA), une exploitation a dû mobiliser 0,23 unité de travail annuel et 51 200 euros d'actifs. Elle a mobilisé 221 200 € de capital pour une unité de travail.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Télécharger les données au format tableur

Résultats des exploitations 2015

consommation d'énergie

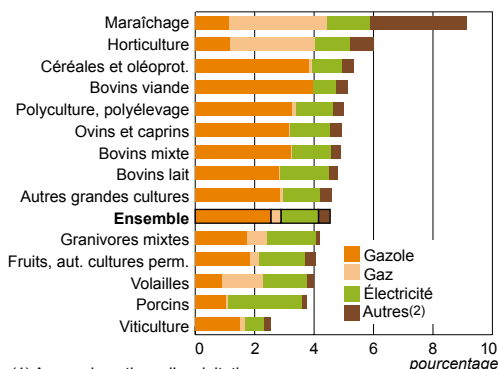
En 2015, la consommation énergétique des exploitations agricoles moyennes et grandes est estimée à près de 3,7 millions de tonnes-équivalent-pétrole, et les charges directes en énergie s'élèvent à 10 800 € en moyenne par exploitation.

56 % de la facture énergétique des exploitations provient des consommations de gazole non routier. Cette part dépasse 70 % en grandes cultures, ainsi que chez les éleveurs de bovins viande. Le gaz est prépondérant chez les horticulteurs, et dans une moindre mesure, chez les maraîchers pour le chauffage des serres (respectivement 48 % et 36 %) et chez les éleveurs de volaille pour celui des bâtiments (34 %) ; les élevages porcins ont quant à eux majoritairement recours à l'électricité pour 66 % des dépenses.

En 2015, le prix de toutes les énergies fossiles baisse sensiblement. Les dépenses en énergie se replient nettement : - 9,3 % en moyenne toutes orientations confondues, et - 14,2 % pour les céréaliers. Les charges en énergie des maraîchers et horticulteurs croissent du fait de l'augmentation de leurs consommations d'autres énergies.

Le poids des charges en énergie dans le chiffre d'affaires y compris subventions d'exploitation continue de reculer à 4,5 % en moyenne en 2015.

Part des dépenses directes en énergie dans le chiffre d'affaires⁽¹⁾ en 2015



(1) Avec subventions d'exploitation.

(2) Fioul domestique, essence, éthanol, divers.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Consommation énergétique des exploitations agricoles

	2007	2010	2013	2014	2015
	%				
Combustibles	84,5	83,0	80,4	82,5	81,7
dont carburants ⁽¹⁾	69,4	68,4	66,3	70,4	68,3
gaz	11,2	11,0	11,4	9,7	9,6
fioul domestique	2,3	1,9	1,1	0,8	1,2
Électricité	15,5	17,0	19,6	17,5	18,3
	millier de tep ⁽²⁾				
Total	3 477	3 573	3 789	3 616	3 714

(1) Le carburant utilisé en agriculture était essentiellement le fioul domestique jusqu'en 2011. À partir de novembre 2011, le gazole non routier est devenu le carburant obligatoire pour les tracteurs et les autres engins mobiles utilisés en agriculture.

(2) Les volumes de chacune des sources d'énergie ont été convertis en tonnes-équivalent-pétrole (tep).

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Source : Agreste - Rica

Charges en énergie selon les orientations en 2015

Orientations	Charges totales en énergie : moyenne par exploitation		Part de chaque énergie dans la charge totale ⁽²⁾			
	2015	Évolution ⁽¹⁾ 2015/14	Gazole ⁽³⁾	Gaz	Électricité	Autres ⁽⁴⁾
	millier d'euros	%	%			
Céréales et oléoprot.	9,8	-14,2	71,6	1,4	19,0	8,1
Autres grandes cultures	14,1	-12,4	62,3	1,8	27,5	8,4
Maraîchage	31,7	14,9	12,5	36,0	16,0	35,6
Horticulture	18,3	4,5	19,2	47,9	19,4	13,6
Viticulture	6,1	-4,9	58,2	6,6	25,7	9,4
Fruits, aut. cultures perm.	10,1	-9,4	45,5	7,1	38,8	8,6
Bovins lait	11,1	-8,9	58,8	0,4	34,8	6,0
Bovins viande	6,8	-11,1	76,6	0,6	14,5	8,3
Bovins mixte	13,6	-11,4	65,9	0,4	27,1	6,5
Ovins et caprins	7,1	-6,8	63,9	1,1	27,0	8,0
Porcins	20,9	-2,3	27,7	1,5	66,2	4,5
Volailles	17,2	-9,4	22,8	34,3	36,9	6,0
Granivores mixtes	17,2	-13,5	41,3	15,7	39,5	3,5
Polyculture, polyélevage	13,0	-11,6	64,8	2,8	25,4	7,0
Ensemble	10,8	-9,3	56,0	7,5	27,8	8,7

(1) Les évolutions sont calculées à partir d'un échantillon d'exploitations présentes les deux années. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB.

(2) La somme des 4 types d'énergie est égale à 100 %.

(3) À partir de novembre 2011, le gazole non routier est devenu le carburant obligatoire pour les tracteurs et les autres engins mobiles utilisés en agriculture. (4) Fioul domestique, essence, éthanol, divers.

(4) Fioul domestique, essence, éthanol, divers.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

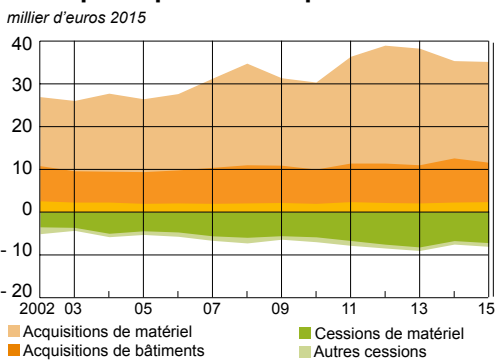
Résultats des exploitations 2015 investissement

En 2015, le montant moyen des acquisitions d'actifs corporels (hors foncier) est de 35 000 € par exploitation, tandis que les cessions s'élèvent à 8 000 €. Ainsi, une exploitation agricole (moyenne ou grande) investit en moyenne 27 800 € en 2015, les investissements étant définis comme la différence entre acquisitions et cessions d'actifs corporels, augmentée de la variation de stock des animaux reproducteurs (800 €).

Le montant moyen des investissements recule de 5 % par rapport à 2014, du fait de la conjugaison d'une forte baisse des dépenses en bâtiment (- 11 %) et d'une augmentation des cessions (+ 7 %). L'investissement décroît dans l'ensemble des orientations productives, sauf en horticulture et viticulture. Il augmente davantage en élevage de granivores mixtes (+ 21 %) et chez les éleveurs d'ovins et caprins (+ 23 %). Les investissements des éleveurs de porcins, qui restent les plus élevés malgré un fort recul en 2015 (- 26 %) atteignent 46 400 €. C'est en horticulture qu'ils sont les plus faibles, en moyenne à 17 500 €.

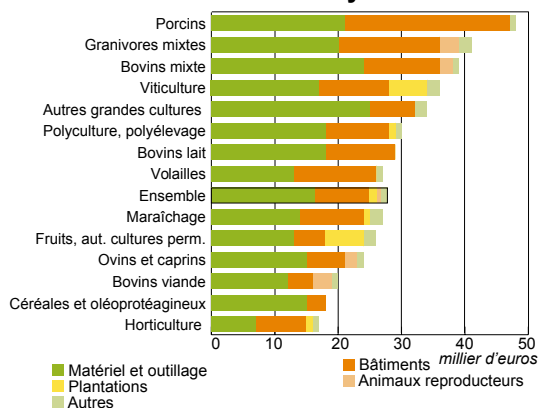
Toutes orientations confondues, la part des exploitations qui n'investissent pas ou dont les cessions sont supérieures aux acquisitions passe de 21 % en 2014 à 23 % en 2015. La part de celles dont les investissements sont supérieurs à 50 000 €, dégageant une capacité d'autofinancement élevée et empruntant pour financer leurs acquisitions, recule légèrement à 17 % (après 18 % en 2014).

Acquisitions et cessions moyennes par exploitation depuis 2002



Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Investissement⁽¹⁾ moyen en 2015



(1) L'investissement corporel hors foncier est la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la variation de stocks des animaux reproducteurs.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ». Source : Agreste - Rica

Répartition des exploitations et principaux flux financiers selon la tranche d'investissement⁽¹⁾ en 2015

Tranche d'investissement	moins de 0 €		0 à moins de 10 k€		10 à moins de 25 k€		25 à moins de 50 k€		50 k€ et plus		Ensemble
	0 €										
	<i>répartition en %</i>										
Effectif d'exploitations	14	9	27	18	14	17	100				
Acquisitions d'immobilisations	3	0	4	10	17	67	100				
Cessions d'immobilisations	32	0	5	10	15	39	100				
	<i>millier d'euros</i>										
Montant moyen par exploitation											
Production brute standard	134,9	110,8	137,0	162,2	187,0	289,7	172,5				
Capacité d'autofinancement	49,5	38,4	51,1	67,0	84,0	134,0	71,7				
Prélèvements privés	41,2	27,8	31,4	36,7	44,6	59,2	40,1				
Autofinancements	8,3	10,6	19,7	30,3	39,4	74,8	31,6				
Nouvelles dettes financières	15,7	5,4	13,7	23,5	42,8	124,1	38,3				
Remboursements dettes financières	31,1	14,3	24,8	32,7	38,5	69,3	35,8				
Acquisitions d'immobilisations	6,9	0,0	5,3	19,2	42,3	133,4	35,1				
Cessions d'immobilisations	18,4	0,0	1,3	4,3	8,6	17,9	8,0				

Lecture : 27 % des exploitations ont investi entre 0 et 10 000 €, avec un montant moyen d'acquisitions par exploitation de 5 300 € et de 1 300 € de cessions.

(1) L'investissement corporel hors foncier est la différence entre les acquisitions et les cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériels et outillage, de plantations et d'autres immobilisations corporelles, augmentée de la variation de stocks des animaux reproducteurs.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».

Voir glossaire « PBS » et ensemble des termes de ce tableau.

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

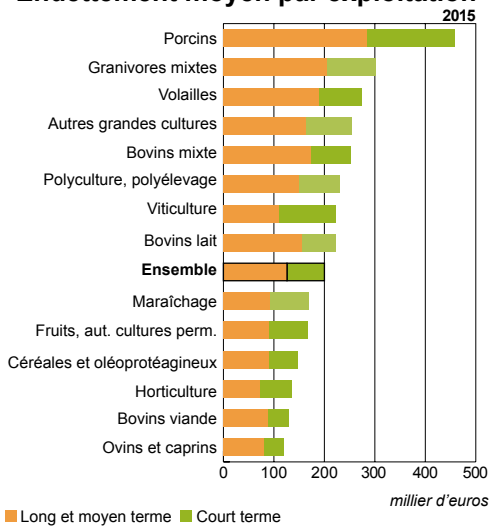
2015 endettement

En 2015, l'endettement des exploitations agricoles moyennes et grandes s'élève à 200 000 € en moyenne, en hausse de 5 % par rapport à 2014. Les emprunts à long ou à moyen terme, destinés à financer les investissements et le fonds de roulement des exploitations, constituent en moyenne 63 % de l'endettement total.

Sur plus longue période, l'augmentation de l'endettement est à mettre en regard de l'agrandissement des exploitations, de la tendance à la hausse des investissements, ainsi que de la baisse du taux d'intérêt moyen apparent depuis le début de la décennie (3 % en 2015, contre 5 % en 2002).

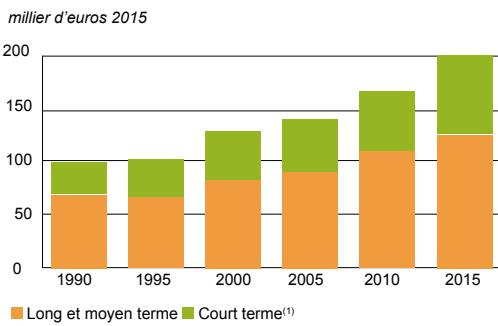
Le niveau d'endettement des exploitations est très hétérogène : il est inférieur à 50 000 € pour 26 % des exploitations et dépasse 300 000 € pour 20 % d'entre elles. Le montant des dettes dépend de la taille des exploitations : les très grandes exploitations (près de 19 % de l'effectif couvert par le Rica) concentrent 45 % du total de l'endettement. L'endettement diffère également selon l'orientation : il atteint 457 900 € en moyenne pour les éleveurs de porcins contre 119 200 € pour les éleveurs d'ovins et de caprins. Il résulte également du cycle de vie de l'exploitation : un exploitant âgé de moins de 40 ans, recourant à l'emprunt pour financer les investissements nécessaires à son installation, est endetté à hauteur de 267 500 € en moyenne, soit 78 % de plus qu'un exploitant âgé de plus de 60 ans, qui a amorti une partie importante de ses actifs.

Endettement moyen par exploitation



■ Long et moyen terme ■ Court terme
 Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».
 Source : Agreste - Rica

Endettement moyen à long terme et court terme



■ Long et moyen terme ■ Court terme⁽¹⁾
 (1) Y compris crédit fournisseur.
 Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».
 Source : Agreste - Rica

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique

Classe d'endettement	Répartition des exploitations				Répartition de l'endettement			
	Moyennes	Grandes ⁽¹⁾	Très grandes	Ensemble	Moyennes	Grandes ⁽¹⁾	Très grandes	Ensemble
	%				%			
Moins de 50 000 €	21,5	3,9	0,5	25,9	2,3	0,5	0,1	2,9
50 000 à < 100 000 €	11,3	6,2	1,1	18,5	4,1	2,3	0,4	6,8
100 000 à < 150 000 €	5,5	6,0	1,1	12,6	3,4	3,7	0,7	7,8
150 000 à < 200 000 €	2,8	5,6	1,5	9,9	2,4	4,9	1,3	8,6
200 000 à < 250 000 €	1,6	4,2	1,6	7,4	1,7	4,7	1,8	8,2
250 000 à < 300 000 €	0,5	3,2	1,5	5,3	0,7	4,4	2,1	7,2
300 000 à < 350 000 €	0,4	2,7	1,3	4,5	0,7	4,3	2,2	7,2
350 000 à < 400 000 €	0,4	1,5	1,3	3,1	0,7	2,7	2,4	5,8
400 000 € et plus	0,3	3,9	8,6	12,9	1,0	10,9	33,6	45,5
Total	44,3	37,1	18,6	100,0	16,9	38,5	44,6	100,0

Lecture : les exploitations de dimension « moyenne » dont l'endettement est inférieur à 50 000 € représentent 21,5 % de l'ensemble des exploitations de dimension « moyenne et grande » et concentrent 2,3 % de l'endettement total.

(1) Hors très grandes.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ».

Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

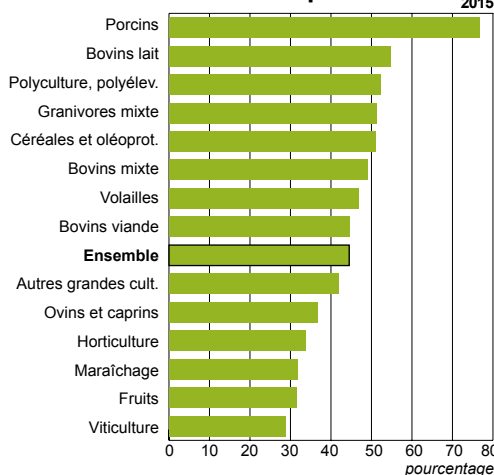
2015 endettement

En 2015, le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) s'élève en moyenne à 43,1 %, en augmentation continue depuis 2012. La structure de financement des exploitations varie selon les secteurs : les exploitations en élevage de bovins viande ou en viticulture sont essentiellement financées sur fonds propres alors que les élevages de granivores et les exploitations de maraîchage et d'horticulture ont des taux d'endettement compris entre 57 % et 71 % en 2015.

Après s'être très fortement accru entre 2012 et 2014, le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation) recule en 2015, atteignant 44,5 % en moyenne. Ce repli est particulièrement prononcé pour les maraîchers et les producteurs de fruits (respectivement - 18 % et - 14 %). Il concerne toutes les orientations productives, sauf les éleveurs de bovins lait pour qui le poids de l'endettement s'intensifie de nouveau en 2015 (+ 18 %). Depuis une quinzaine d'années, avec la baisse des taux d'intérêt, le poids des charges financières (paiements des intérêts) a diminué tandis qu'augmentait celui des remboursements de capital.

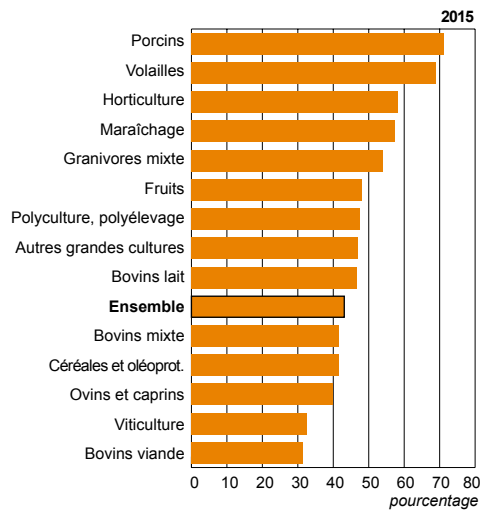
Les ressources destinées à l'autofinancement croissent de nouveau en 2015 (+ 1 %), tandis que les investissements se replient légèrement (- 4 %).

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation⁽¹⁾



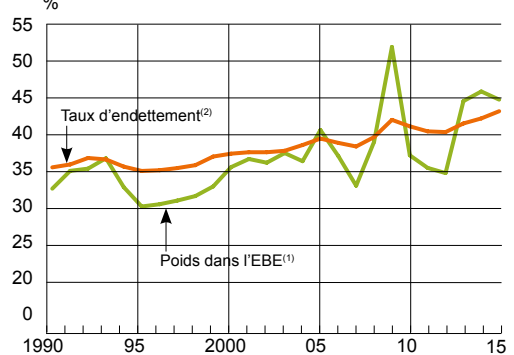
(1) Frais financiers et remboursements des emprunts à long ou moyen terme rapportés à l'excédent brut d'exploitation.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Taux d'endettement⁽¹⁾



(1) Ensemble des dettes rapportées au total de l'actif.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Source : Agreste - Rica

Évolution de l'endettement



(1) Poids de l'endettement = (annuités long ou moyen terme + frais financiers court terme) / excédent brut d'exploitation.

(2) Taux d'endettement = ensemble des dettes / total de l'actif.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS ».
Source : Agreste - Rica

Données financières

	1990	2000	2010	2015
<i>millier d'euros par exploitation en valeur 2015</i>				
Capacité d'autofinancement (a)	48,3	61,2	75,7	71,7
Prélèvements privés (b)	30,6	38,5	39,5	40,1
Autofinancement (c) = (a) - (b)	17,7	22,7	36,2	31,6
Remboursement en capital LMT* (d)	11,3	17,3	24,1	28,4
Autofinancement net de remboursement (c) - (d)	6,5	5,4	12,1	3,1
Investissement corporel hors foncier	16,4	21,6	24,2	27,8

* LMT : long ou moyen terme.
Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ».
Voir glossaire « PBS » et ensemble des termes de ce tableau.
Source : Agreste - Rica

Résultats des exploitations

2015
capital

En 2015, l'actif du bilan d'une exploitation « moyenne ou grande » s'élève à 464 400 € en moyenne. Il est composé à 59 % d'immobilisations, à 24 % de stocks, lesquels comprennent notamment les animaux non reproducteurs et les vins en cours de vieillissement et à 18 % de créances à court terme sur des tiers (principalement des clients) et de disponibilités (trésorerie). Ces actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres, et à 32 % par des dettes financières.

Les immobilisations, de 271 800 € en moyenne, sont constituées principalement du matériel (29 %) et des bâtiments ou des installations (26 %). Depuis une vingtaine d'années, avec l'augmentation des terres en fermage et le développement des formes sociétaires (les terres étant alors le plus souvent louées par les exploitations auprès de leurs associés), la part des terres comptabilisées dans l'actif immobilisé ne cesse de diminuer (16 % de la valeur comptable en 2015 contre 36 % en 1990). Les immobilisations sont d'environ 405 000 € en moyenne pour les exploitations porcines, contre un peu plus de 165 000 € en maraîchage.

En tenant compte de l'ensemble des terres utilisées (y compris les terres en fermage non comptabilisées dans le bilan d'une exploitation) évaluées à leur valeur vénale, le capital mobilisé par l'ensemble des exploitations agricoles « moyennes et grandes » est estimé à 340 milliards d'euros en 2015, dont 217 milliards d'euros de foncier (64 %).

Le passif est constitué à plus de 89 % de ressources durables, capitaux propres (57 %) et emprunts à long ou moyen terme (32 %).

Bilan financier de l'agriculture

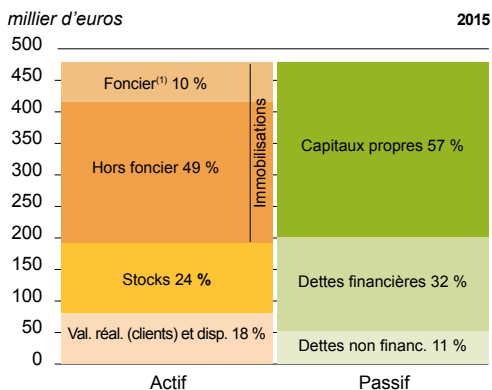
	2005	2015
	<i>milliard d'euros 2015</i>	
Bâtiments et installations	17,8	20,9
Matériel et outillage	19,0	23,3
Cheptel (animaux reproducteurs et circulants)	19,6	21,0
Immobilisations incorporelles et financières et autres corporelles ⁽¹⁾	7,4	8,0
Stocks (non compris animaux circulants)	21,3	26,0
Valeurs réalisables et disponibles	17,7	23,6
Régularisation actif	0,4	0,6
Total actif (hors foncier)	103,3	123,4
Capitaux propres des exploitants (hors foncier)	56,3	65,6
Dettes financières (hors fonciers)	34,2	41,2
Dettes non financières	12,7	16,5
Régularisation passif	0,1	0,1
Total passif (hors foncier)	103,3	123,4
Valorisation de la SAU ⁽²⁾	172,8	216,9
Ensemble des actifs	276,1	340,2

(1) « Autres immobilisations corporelles » regroupe notamment les aménagements de terrains, les plantations et les améliorations de fonds.

(2) Tous modes de faire valoir confondus, à partir de la valeur vénale des terres libres à la vente.

Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Source : Agreste - Rica

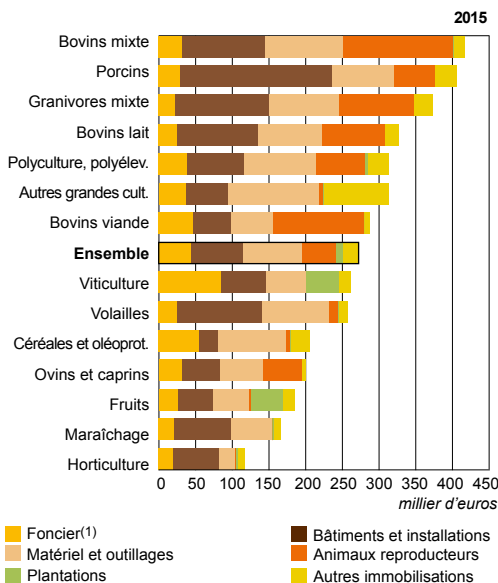
Bilan moyen des exploitations agricoles



• Immobilisations moyennes par exploitation

	1990		2015	
	millier d'euros 2015	%	millier d'euros 2015	%
Foncier ⁽¹⁾	67,8	36	44,3	16
Bâtiments et installations d'exploitation	30,1	16	70,3	26
Matériel et outillage	42,1	22	78,6	29
Plantations	6,9	4	8,4	3
Animaux reproducteurs	32,3	17	47,2	17
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	10,5	6	23,0	8
Immobilisations totales	189,7	100	271,8	100

• Immobilisations selon l'orientation



(1) Foncier : terres agricoles en propriété (y c. aménagements). Champ : France métropolitaine, exploitations « moyennes et grandes ». Voir glossaire « PBS ». Source : Agreste - Rica